



ANNEXE 2

Débat d'Orientation Budgétaire 2018

Rapport de rétrospective

Février 2018

Rapport synthétique de la rétrospective 2018 (de 2013 à 2017)

Sommaire

1 - LES DONNEES GENERALES ET LE RESULTAT

- 1.1 - Les grandes masses financières
- 1.2 - Fonds de roulement et résultat des exercices
- 1.3 - L'endettement

2 - LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

- 2.1 - Les épargnes
- 2.2 - Effet de ciseau
- 2.3 - Dynamisme des recettes et dépenses de fonctionnement

3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 3.1 - Encours de dette et annuité
- 3.2 - Ratio de désendettement

4 - LA FISCALITE DIRECTE

- 4.1 - Les bases fiscales
- 4.2 - Les taux et les produits fiscaux

5 - LES DEPENSES

- 5.1 - Les dépenses de fonctionnement
- 5.2 - Les dépenses d'investissement

6 - LES RECETTES

- 6.1 - Les recettes de fonctionnement
- 6.2 - Les recettes d'investissement

7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

LES DATE CLES DE LA RETROSPECTIVE :

- **31 décembre 2013** : dissolution du SIVU Sports Boé Bon-Encontre
- **1^{er} septembre 2014** : mise en place des rythmes scolaires
- **Années 2015, 2016 et 2017** : année pleine pour les rythmes scolaires
- **1^{er} janvier 2016** : dissolution du SIVOM et transfert de la ZI J. Maleze à l'Agglomération d'Agen
- **1^{er} septembre 2017** : début des travaux d'agrandissement et de réhabilitation de l'école St Ferréol

1 - LES DONNEES GENERALES ET LE RESULTAT**1.1 - Les grandes masses financières**

	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes réelles de fonctionnement	6 812 528	7 241 659	7 157 897	6 551 594	6 471 948
Dépenses réelles de fonctionnement	5 433 321	5 632 453	5 589 363	5 158 251	5 198 507
Recettes d'investissement	437 390	732 928	460 155	797 895	1 087 241
Dépenses d'investissement	2 055 605	2 650 970	1 684 751	2 180 500	1 957 203

Evolution

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	-1,27 %	-5 %
Dépenses de fonctionnement	-1,1 %	-4,32 %
Recettes d'investissement	25,56 %	148,57 %
Dépenses d'investissement	-1,22 %	-4,79 %

L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective.

1.2 - Fonds de roulement et résultat des exercices

	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en début d'exercice	2 931 088	3 067 077	2 758 241	3 102 179	3 112 918
Résultat de l'exercice	-239 007	-308 835	343 938	10 739	403 479
Fonds de roulement en fin d'exercice	2 692 081	2 758 242	3 102 179	3 112 918	3 516 397

Le fonds de roulement début d'exercice N est composé des montants inscrits au 002, 001 et 1068 de l'année N tels que résultant de la clôture de l'année N-1.

1.3 - L'endettement

	2013	2014	2015	2016	2017
Encours au 1er janvier	5 085 791	5 645 997	4 879 007	4 112 589	3 365 111
Ratio de désendettement	5 ans	3 ans	2,6 ans	2,4 ans	2,4 ans
Emprunt	0	0	0	0	300 000

2 - LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

2.1 - Les épargnes

FONCTIONNEMENT		
	Dépenses	Recettes
EPARGNE DE GESTION	Dépenses réelles de gestion courante	Recettes réelles de fonctionnement
	Intérêts de la dette	
	EPARGNE BRUTE	
INVESTISSEMENT		
	Dépenses	Recettes
EPARGNE NETTE	Capital de la dette	EPARGNE BRUTE
	Dépenses réelles d'investissement	
		Recettes d'investissement

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement y compris les intérêts de la dette. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

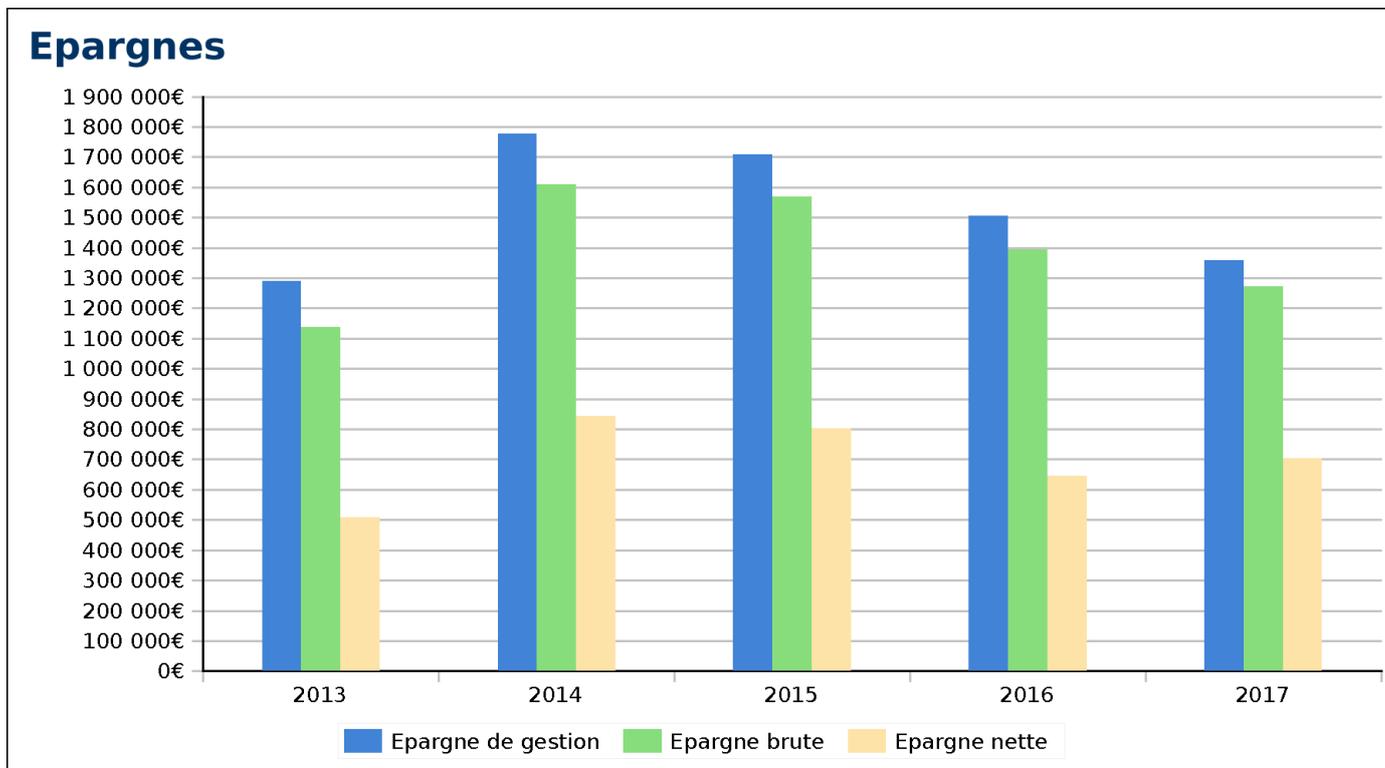
Remboursement du Capital de la dette 2017 : **568 K€**

Épargne brute 2017 : **1 273 K€**

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes réelles de fonctionnement	6 812 528	7 241 659	7 157 897	6 551 594	6 471 948
Dépenses réelles de fonct. hors intérêts de la dette	5 282 571	5 464 913	5 448 977	5 046 348	5 114 279
Épargne de gestion	1 289 018	1 776 746	1 708 920	1 505 246	1 357 669
Intérêts de la dette (art 66111)	150 750	167 540	140 386	111 903	84 228
Épargne brute	1 138 267	1 609 206	1 568 534	1 393 343	1 273 441
Taux d'épargne brute (en %)	17,32 %	22,22 %	21,91 %	21,27 %	19,68 %
Remboursement capital de la dette (art 16 hors 166 et 16449)	630 658	766 989	766 419	747 477	568 483
Épargne nette	507 609	842 217	802 115	645 866	704 958

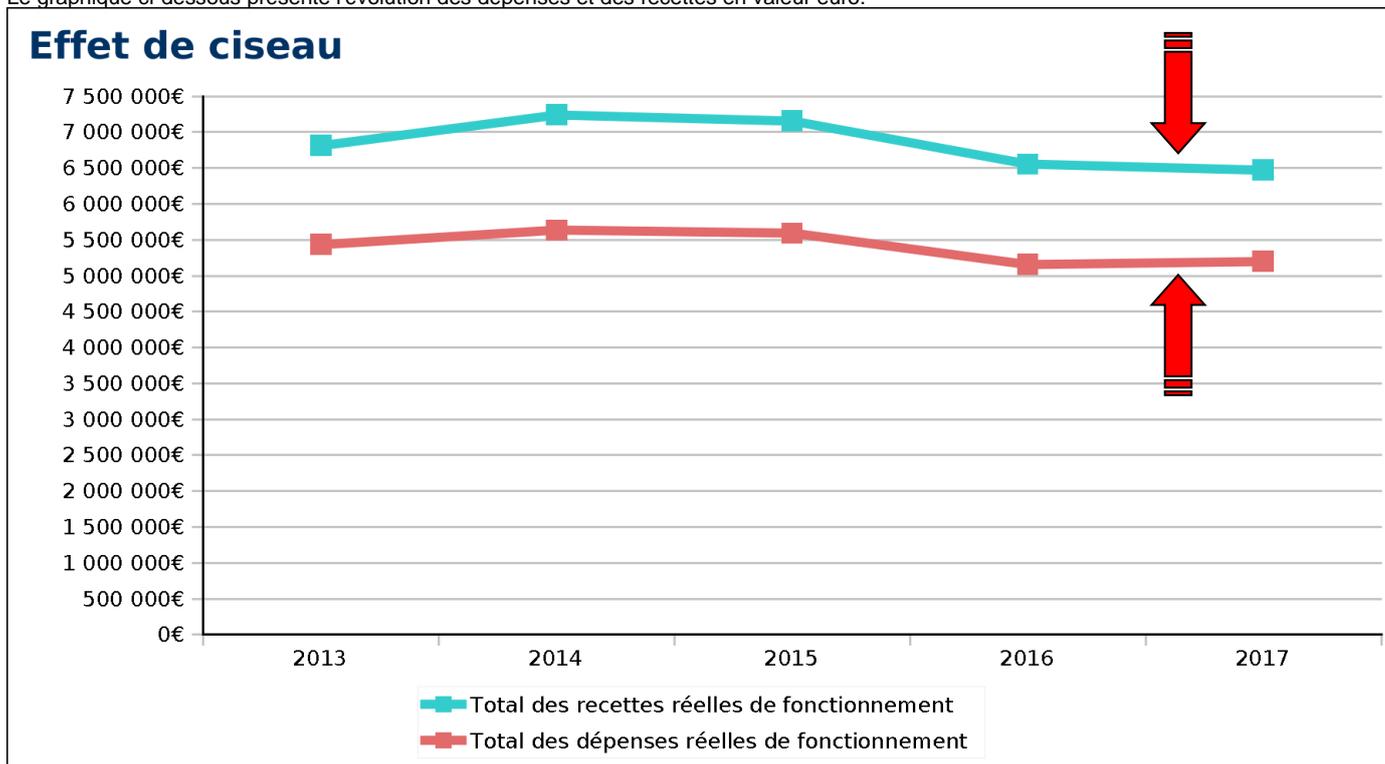
Taux d'Epargne Brute = c'est la valorisation en % de l'épargne brute (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement)



2.2 - Effet de ciseau

	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes réelles de fonctionnement	6 812 528	7 241 659	7 157 897	6 551 594	6 471 948
					- 79 646 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 433 321	5 632 453	5 589 363	5 158 251	5 198 507
					+ 40 256 €

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en valeur euro.



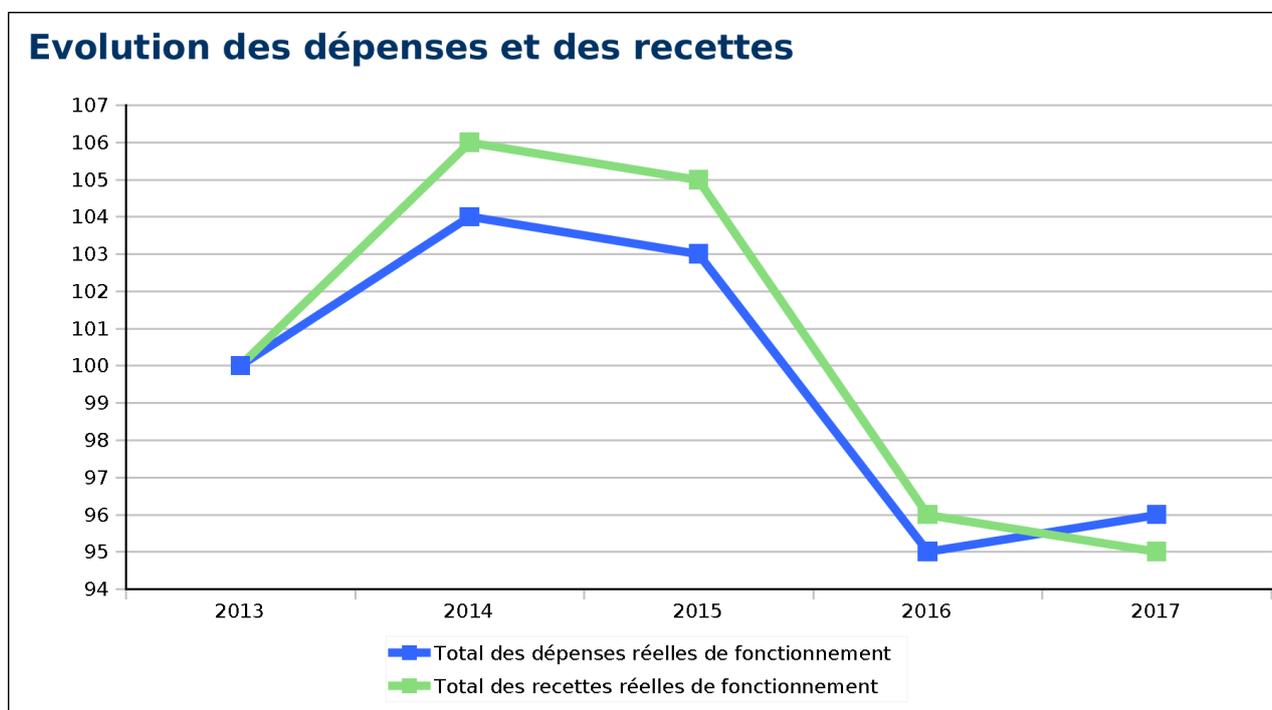
Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses.

On rappelle l'effet positif de l'intégration de la compétence sports en 2014 qui a permis d'éloigner les deux courbes. La baisse simultanée des recettes et des dépenses en 2016 est la conséquence du transfert de la zone J. Maleze.

On constate en 2017 un resserrement lié à une légère augmentation de 0,78 % des dépenses de fonctionnement conjointement à la baisse de 1,22 % des recettes de fonctionnement induite par la dernière année de contribution au redressement des comptes publics (baisse de la DGF). Le tableau ci-dessous montre l'effet croisé de ces deux paramètres.

2.3 - Dynamisme des recettes et dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses et des recettes en base 100.

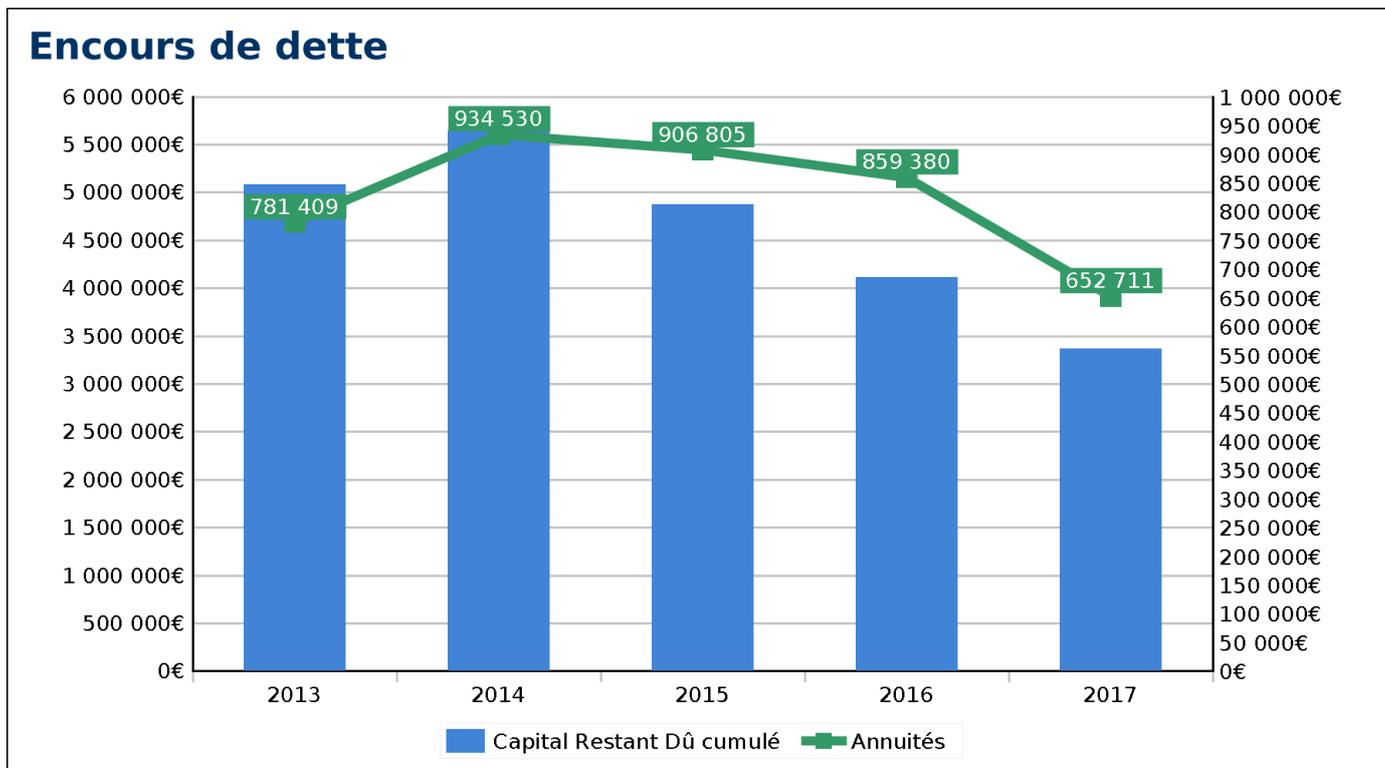


3 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

3.1 - Encours de dette et annuité

	2013	2014	2015	2016	2017
Capital Restant Dû (au 01/01)	5 085 791	5 645 997	4 879 007	4 112 589	3 365 111
Evolution en %	0	11,02 %	-13,58 %	-15,71 %	-18,18 %
Annuités	781 409	934 530	906 805	859 380	652 711
Evolution en %	0	19,6 %	-2,97 %	-5,23 %	-24,05 %

Encours de dette

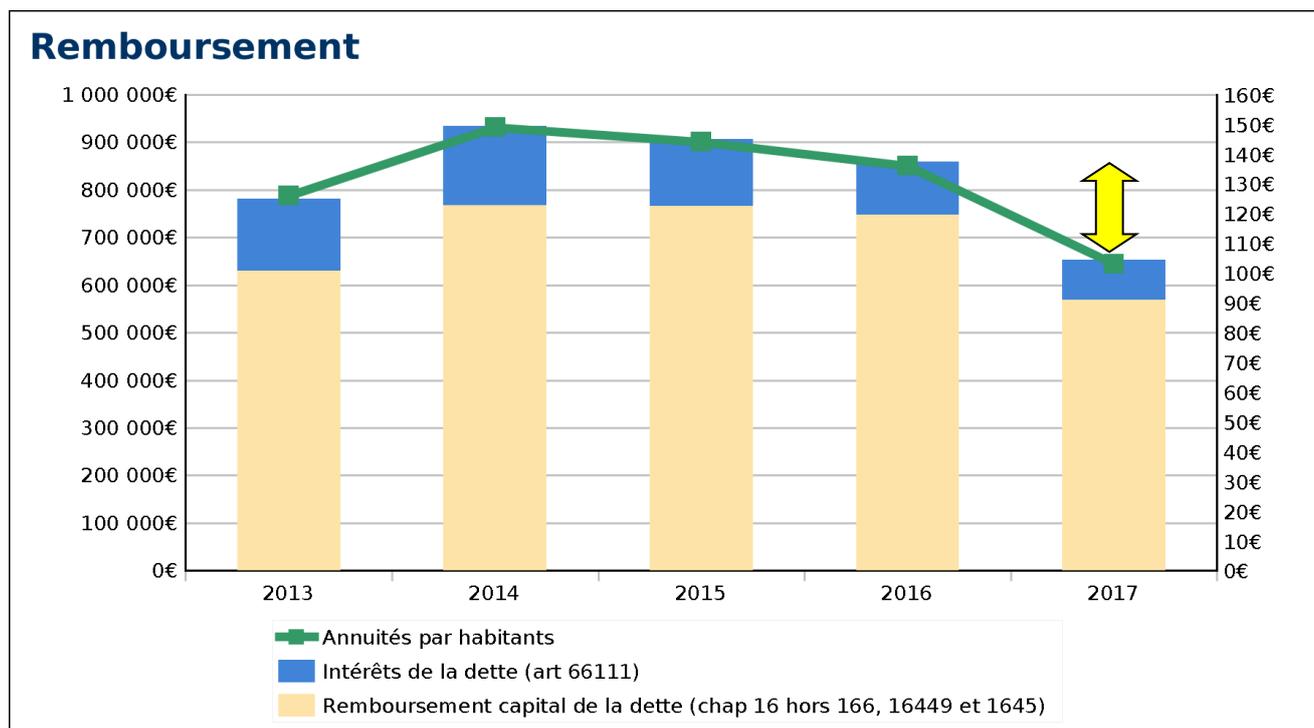


Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période. L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

L'augmentation entre 2013 et 2014 est due à l'intégration des emprunts du SIVU Sports partagés par moitié avec la ville de Boé.

Le désendettement engagé depuis plusieurs années malgré le recours à l'emprunt en 2017 pour 300 K€ entraîne une baisse du capital restant dû. Comme annoncé dans les DOB précédents et dans la prospective 2017-2021, l'annuité de la dette marque une rupture liée à la fin de certains contrats de prêts.

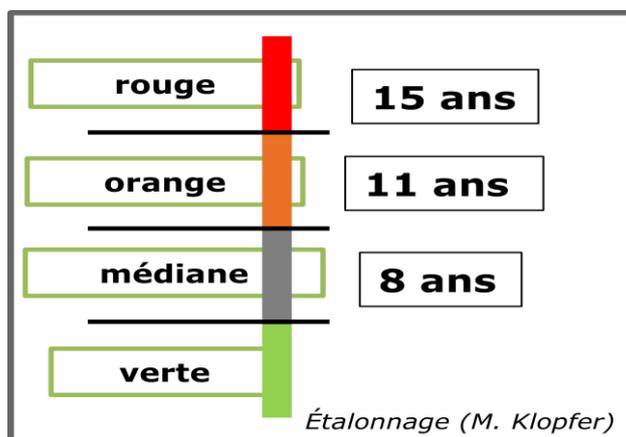
Remboursement



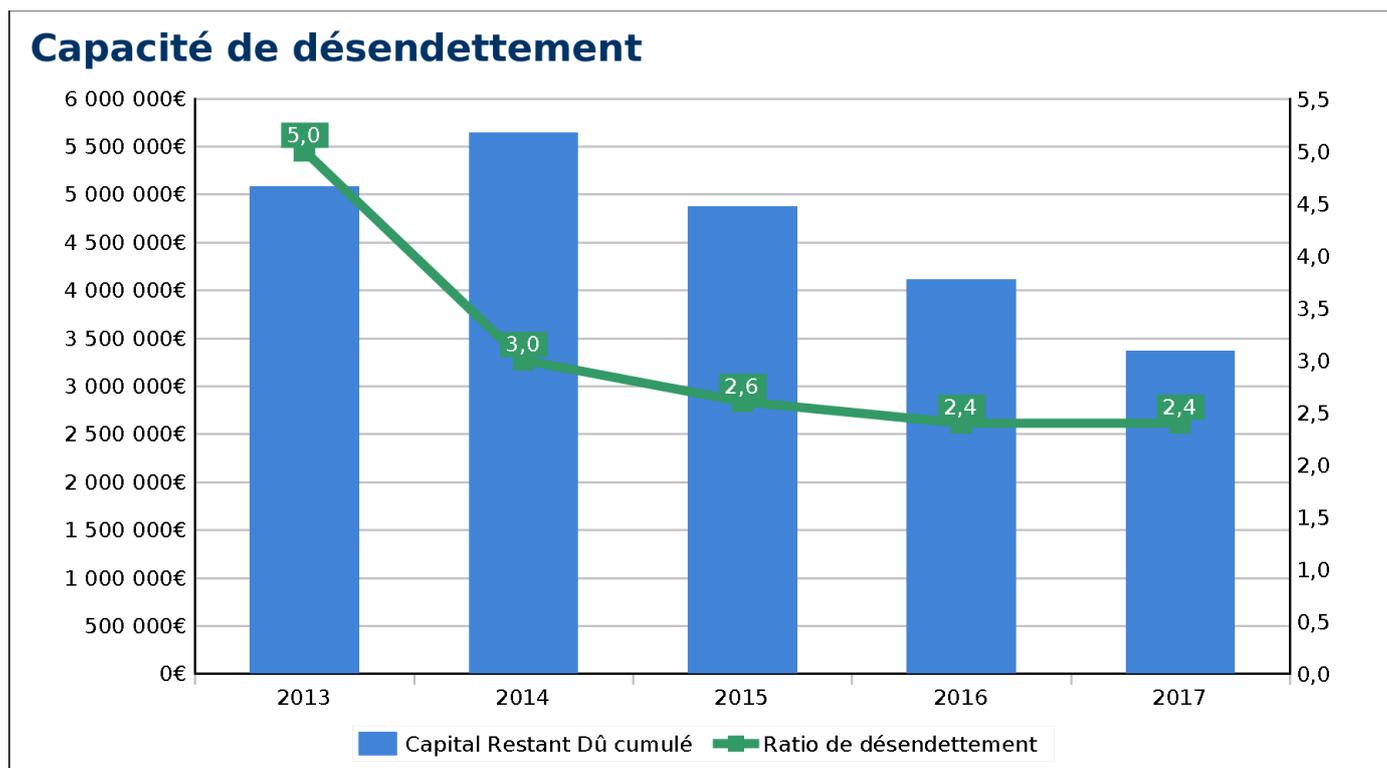
3.2 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

Indicateur central qui mesure la capacité de la commune à rembourser sa dette :



	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio de désendettement	5 ans	3 ans	2,6 ans	2,4 ans	2,4 ans



4 - LA FISCALITE DIRECTE

4.1 - Les bases fiscales

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

	Base nette imposable TH	Base nette imposable TFB	Base nette imposable TFNB
2013	9 351 300	7 567 983	77 146
2014	9 349 159	7 709 170	79 745
2015	9 791 125	7 837 042	84 082
2016	9 789 897	8 012 046	85 070
2017	9 954 910	8 171 873	87 198

Evolution

	Evolution de la base nette TH	Evolution de la base nette TFB	Evolution de la base nette TFNB
2013	0	0	0
2014	-0,02 %	1,87 %	3,37 %
2015	4,73 %	1,66 %	5,44 %
2016	-0,01 %	2,23 %	1,18 %
2017	1,69 %	1,99 %	2,5 %

En 2015, nous constatons une partie importante de contribuables qui n'était plus éligible à des exonérations fiscales par rapport à 2014, d'où une augmentation conséquente des bases imposables. En 2016, à l'inverse, on observait une forte croissance des bases exonérées, compensée par une hausse de la valeur locative brute.

En 2017, on observe une forte hausse des bases nette TH alors que le coefficient de revalorisation n'était que de seulement 0,40 %. Cela signifie que la partie assiette d'imposition a augmenté plus fortement pour atteindre 1,69%. Il en est de même pour les deux autres impôts ménages.

4.2 - Les taux et les produits fiscaux

Les taux fiscaux

	Taux taxe d'habitation	Taux taxe foncière sur le bâti	Taux taxe foncière sur le non bâti
2013	10,21 %	24,81 %	104,85 %
2014	11,7 %	28,44 %	120,2 %
2015	11,7 %	28,44 %	120,2 %
2016	11,7 %	28,44 %	120,2 %
2017	11,7 %	28,44 %	120,2 %

Evolution

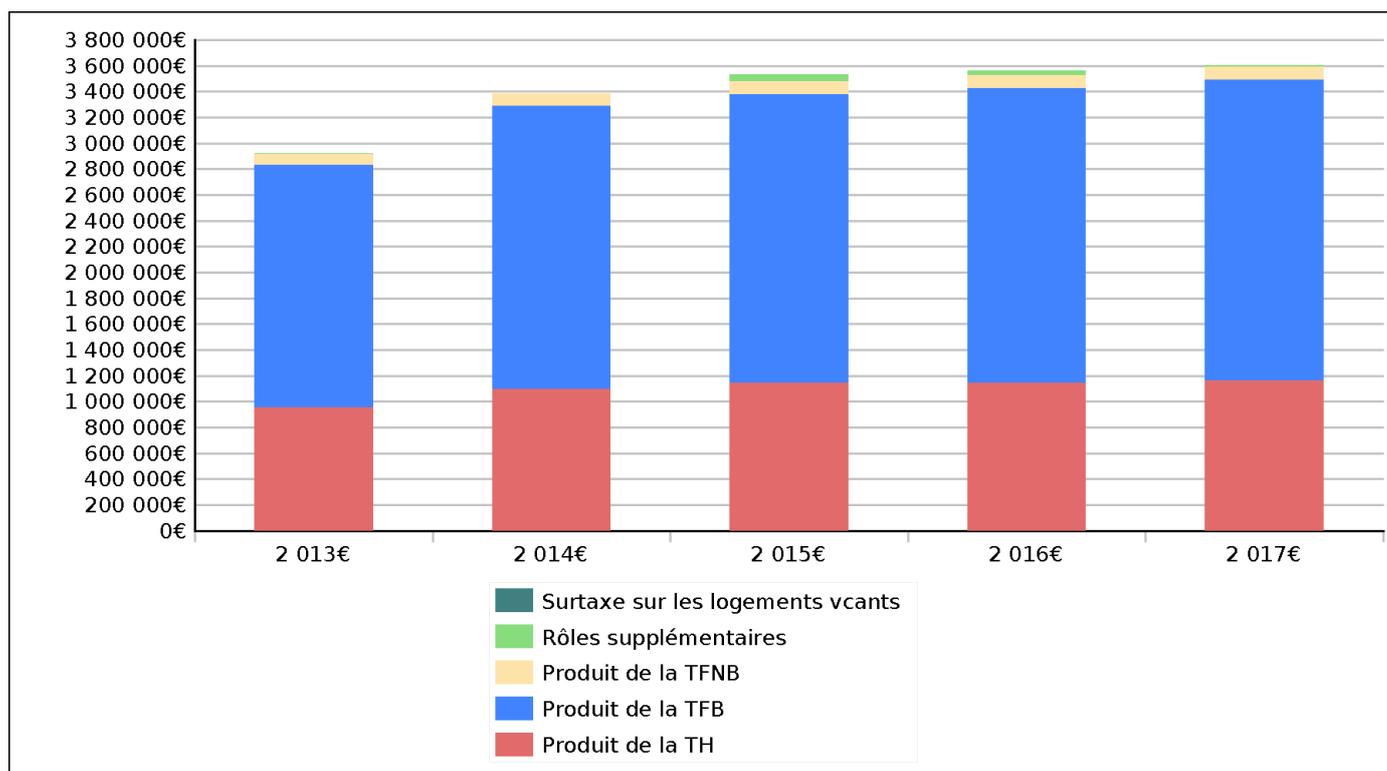
	Evolution du taux de TH	Evolution du taux de TFB	Evolution du taux de TFNB
2013	0	0	0
2014	14,59 %	14,63 %	14,64 %
2015	0 %	0 %	0 %
2016	0 %	0 %	0 %
2017	0 %	0 %	0 %

Les produits fiscaux

Le total des produits de la fiscalité directe s'est établi à 2 917 190 en 2013 et à 3 602 420 en 2017.

	2013	2014	2015	2016	2017
Produit de la CFE	0	0	0	0	0
Produit de la TH	954 768	1 093 852	1 145 562	1 145 418	1 164 724
Produit de la TFB	1 877 617	2 192 488	2 228 855	2 278 626	2 324 081
Produit de la TFNB	80 888	95 853	101 067	102 254	104 812
Rôles supplémentaires	3 917	2 527	57 374	32 922	8 803
Surtaxe sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Total des produits	2 917 190	3 384 720	3 532 858	3 559 220	3 602 420

Le produit a suivi l'augmentation des taux en 2014 avec l'intégration de la fiscalité du Sivu Sports. Il a poursuivi sa progression avec l'évolution des bases en 2015 puis a connu une période de pause en 2016. Sous l'effet de la progression des bases entre 2016 et 2017, Il redevient dynamique et apporte un peu plus de 40 K€ de produit supplémentaire.



On peut noter ici la forte proportion du produit de la Taxe Foncière sur le Bâti par rapport aux deux autres taxes ménages.

5 - LES DEPENSES

5.1 - Les principales dépenses de fonctionnement

	2016	2017
Total des dépenses réelles de fonctionnement	5 158 251	5 198 507
Evolution en %	-7,71 %	0,78 %

SOIT + 40 256 €

012 Les charges de personnel

	2016	2017
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	3 312 092	3 364 094
Evolution en %	3,85 %	1,57 %

SOIT + 52 002 €

Elles ont augmenté au total de manière modérée (1,57 %) entre 2016 et 2017 et varié en détail sur les articles suivants :

Autres personnels extérieurs : + 6,5 K€ avec augmentation personnel TAP
 Cotisations CDG et CNFPT : - 2 K€ (décès et départ retraite de personnel)
 CNRACL (titulaires) : - 37 K€ (décès et départ retraite de personnel)
 NBI : -3 K€ (décès et départ retraite de personnel)
 RI : -5 K€ (décès et départ retraite de personnel)
 IRCANTEC (contractuel ou titulaire de – de 28h) : + 77 K€ (remplacement maladie, AT, dispo, renforcement des services)
 Emplois d'avenir : - 19 K€ (passage de 3 à 1 emploi d'avenir)
 Urssaf : + 16 K€ (augmentation des contractuels)
 Assurance statutaire : + 15 K€ (lié à la sinistralité croissante et changement d'assureur)
 CAE : + 7,4 K€ (emploi d'insertion)
 Caisse de retraite : + 2K€
 Pole emploi : + 4 K€ (augmentation du taux selon durée de contrat)

Il a également fallu mettre en œuvre le PPCR (reclassement de tous les agents suite aux modifications des grilles indiciaires, avancement d'échelon à cadence unique et transfert primes/points) dont le surcote s'élève à 25 K€, et prendre en compte l'augmentation de la valeur du point au 1^{er} février 2017.

Augmentation du taux de Cotisation CNRACL : 2016 : 30,60 % et en 2017 : 30,65 % (+0,05 point)

Augmentation du taux de cotisation IRCANTEC : 2016 : 12,35 % et en 2017 : 12,55 % (+0,20 point)

011 Les charges à caractère général :

	2016	2017
Charges à caractère général (chap 011)	1 262 512	1 260 599
Evolution en %	-4,03 %	-0,15 %

SOIT – 1 913 €

Elles baissent pour la troisième année consécutive (-0,15%) entre 2016 et 2017. Les maintenir est déjà un effort conséquent compte tenu de l'inflation des prix d'autant que pour le dernier trimestre 2017, il a fallu absorber des dépenses inhabituelles liées au déplacement de l'école de St Ferréol au centre de loisirs. Cela s'explique par un bon suivi des dépenses du chapitre 011 par le service financier.

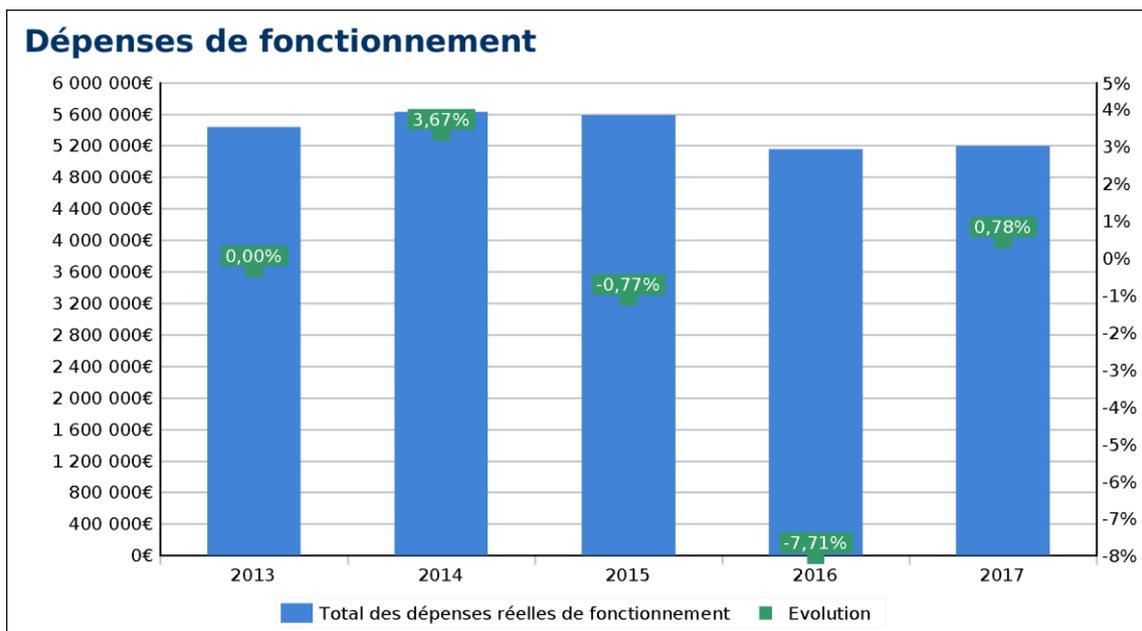
Il s'appuie sur plusieurs leviers pour compenser les hausses de certains articles difficilement modulables ou liés à des projets spécifiques (fertilisation des terrains de sports, éclairage des surfaces de jeu, travaux particuliers d'entretien sur les bâtiments publics, location de modules à St Ferréol, assurance dommage ouvrage, registres Adapt, formation premiers secours, séjours jeunesse, affranchissement et frais divers dus à l'organisation des élections,...) et en restreignant les dépenses d'autres articles sur lesquels nous disposons d'une meilleure marge de manœuvre ou des résultats de mise en concurrence favorables (achat de matière et de fournitures, frais de nettoyage entreprise extérieure, carburant, maintenance...).

66111 Les intérêts de la dette

	2016	2017
Intérêts de la dette (art 66111)	111 903	84 227
Evolution en %	-20,29 %	-24,73 %

SOIT – 27 676 €

Ce tableau montre l'évolution des dépenses de fonctionnement entre 2013 et 2017.



5.2 - Les principales dépenses d'investissement

	2016	2017
Total des dépenses réelles d'investissement	2 180 500	1 957 203
Evolution en %	29,43 %	-10,24 %

SOIT - 223 297 €

Les dépenses d'équipement

	2016	2017
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	1 350 328	1 272 845
Evolution en %	60,85 %	-5,74 %

SOIT - 77 483 €

Composées des dépenses d'équipement prévues au PPI, elles se maintiennent à un niveau élevé et ne comprennent pas les « Restes à réaliser » pour lesquels les engagements sont déjà faits. Ils s'élèvent pour 2017 à la somme de 1 363 K€.

Les subventions d'équipement et fonds de concours

	2016	2017
Subventions d'équipement (art 204)	82 695	102 512
Evolution en %	4,91 %	23,96 %

SOIT + 19 817 €

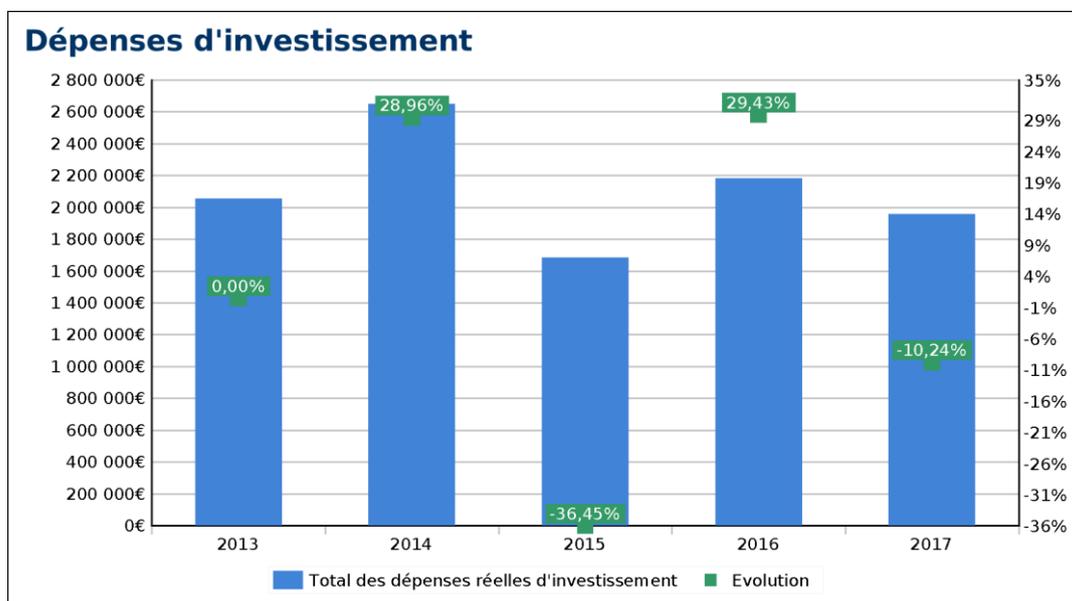
Rassemblent les subventions d'équipement regroupant les aides accordées aux bailleurs sociaux pour la construction de logements conventionnés et les fonds de concours destinés à participer aux travaux de voirie, d'éclairage public sous maîtrise d'ouvrage de l'Agglomération d'Agen. Le versement aléatoire est déclenché par appel de fonds en fonction de l'avancée des travaux dont la commune n'assure pas le rythme de réalisation.

Le remboursement du capital de la dette

	2016	2017
Remboursement capital de la dette (art 16 hors 166 et 16449)	747 477	568 483
Evolution en %	-2,47 %	-23,95 %
		SOIT - 178 944 €

Le niveau du remboursement du capital de la dette pour 2017 confirme la rupture projetée dans le stock de dette et génère la marge de manœuvre que nous attendions.

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des dépenses d'investissement entre 2013 et 2017.



6 - LES RECETTES

6.1 - Les principales recettes de fonctionnement

	2016	2017
Total des recettes réelles de fonctionnement	6 551 594	6 471 948
Evolution en %	-8,47 %	-1,22 %
		SOIT - 79 646 €

Le produit des contributions directes

	2016	2017
Produit des contributions directes (art 73111)	3 559 220	3 602 420
Evolution en %	0,75 %	1,21 %
		SOIT + 43 200 €

La fiscalité indirecte

	2016	2017
Fiscalité indirecte	1 440 606	1 401 134
Evolution en %	-17,68 %	-2,74 %
		SOIT - 40 256 €

La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au chapitre 73 autres que la fiscalité directe et transférée. Attribution de Compensation (AC), Dotation de Solidarité Communautaire (DSC), Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC), Taxe sur la Publicité, Taxe additionnelle sur les droits de mutation et les autres taxes. La baisse de cette recette entre 2016 et 2017 s'explique par une diminution du FPIC, par celles des recettes liées aux droits des places et par la diminution du produit de la taxe additionnelle sur les droits de mutation.

Les dotations

	2016	2017
Dotations	894 064	799 112
Evolution en %	-23,34 %	-10,62 %

SOIT – 99 952 €

Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la Dotation de Compensation de la Réforme de la TP, Dotation Globale de Fonctionnement, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

Toutefois elles sont essentiellement constituées de la Dotation Forfaitaire qui compose la DGF. Réduite depuis 2014 pour contribuer à l'effort de redressement des comptes publics, la baisse bien que modérée sur la base d'un coefficient minoré par 2 en 2017 entraîne une perte de près de 100 K€ entre 2016 et 2017.

	2013	2014	2015	2016	2017
Dotations	1 297 056	1 302 432	1 166 316	894 064	799 112
Evolution en %		0,41 %	-10,45 %	-23,34 %	-10,62 %
Dotation Globale de Fonctionnement	850 694	798 939	666 248	534 002	439 306
Evolution en %		-6,08%	-16,61%	-19,85%	-17,73%
Participations	265 890	333 826	326 405	215 590	175 390
Evolution en %		25,55%	-2,22%	-33,95%	-18,65%
Dot. Compens. de la Réforme TP	31 353	31 353	31 353	31 353	31 353
Evolution en %		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Compensations fiscalité	123 389	116 930	126 372	98 537	116 925
Evolution en %		-5,23%	8,07%	-22,03%	+18,66%
Autres dotations	25 730	21 384	15 938	14 582	36 138
Evolution en %		-16,89%	-25,47%	-8,51%	+ 147,83%

Les atténuations de charges

	2016	2017
Atténuation de charges (chap 013)	200 952	123 348
Evolution en %	12,02 %	-38,62 %

SOIT – 77 604 €

Il s'agit du remboursement par l'assurance (statutaire) des absences de personnel pour maladie longue durée, longue maladie, accident de travail, congés maternité et paternité, le remboursement des décharges syndicales. La forte diminution s'explique par la comptabilisation en 2017 du remboursement par l'Alijpa des frais de personnel mis à sa disposition dans un article différent (art 70848).

Les autres recettes

	2016	2017
Autres recettes	397 124	486 307
Evolution en %	-15,46 %	+22,46 %

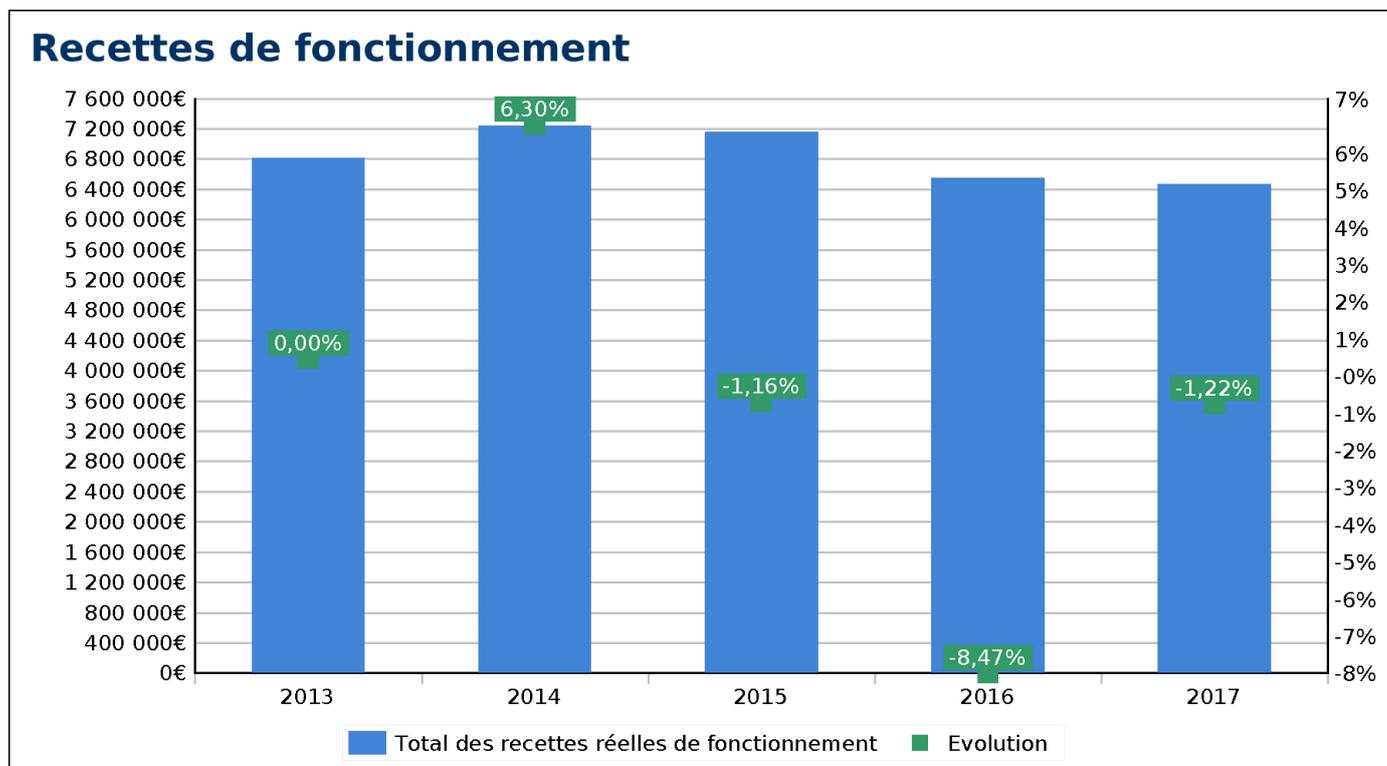
SOIT + 89 183 €

Les autres recettes comprennent les produits des services (chapitre 70), les autres produits de gestion courante du chapitre 75 ainsi que l'ensemble des autres recettes d'exploitations constituées des produits financiers (chapitre 76), du chapitre 77 et des recettes diverses.

L'augmentation s'explique par la comptabilisation du remboursement par l'Alijpa des frais de personnel mis à sa disposition (voir ci-dessus), l'encaissement de la recette de deux années (2016 et 2017) de la redevance d'occupation du domaine public par les opérateurs et concessionnaires, l'encaissement de deux années (2015 et 2016) des services effectués pour le compte de l'Agglomération d'Agen (Conventions de services partagés).

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des recettes de fonctionnement entre 2013 et 2017. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective.

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des recettes réelles de fonctionnement	-1,27 %	-5 %
Produit des contributions directes (art 73111)	5,42 %	23,49 %
Fiscalité indirecte	-5,43 %	-20,02 %
Dotations	-11,4 %	-38,39 %
Atténuation de charges (chap 013)	-5,71 %	-20,96 %
Fiscalité transférée	0 %	0 %
Autres recettes	-6,3 %	-22,91 %



6.2 - Les principales recettes d'investissement

	2016	2017
Total des recettes réelles d'investissement	797 895	1 087 241
Evolution en %	73,4 %	36,26 %

SOIT + 289 346 €

Le Fonds de Compensation de la TVA

	2016	2017
FCTVA (art 10222)	292 478	147 477
Evolution en %	48,14 %	-49,58 %

SOIT - 145 001 €

Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est 16.404%. Le FCTVA 2017 est la conséquence d'un niveau d'investissement bas en 2015 (918 332 €).

Les subventions d'investissement

	2016	2017
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	361 111	509 810
Evolution en %	473,74 %	41,18 %

SOIT + 148 699 €

Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté d'agglomération...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement. Elles sont en totalité encaissées lorsque les factures de travaux peuvent être fournies aux financeurs. Il y a donc un décalage d'exercice budgétaire entre les dépenses d'équipement réalisées et l'encaissement des subventions correspondantes.

Toutefois, les subventions encaissées pour l'année 2017 correspondent au niveau élevé des dépenses d'équipement les deux dernières années. On retrouve un montant élevé de Reste à réaliser en recettes pour 2017 de 701 K€ qui prend en compte les subventions d'investissement non perçues en 2017.

La taxe d'aménagement

	2016	2017
Taxe d'aménagement	139 984	124 496
Evolution en %	-27,87 %	-11,06 %

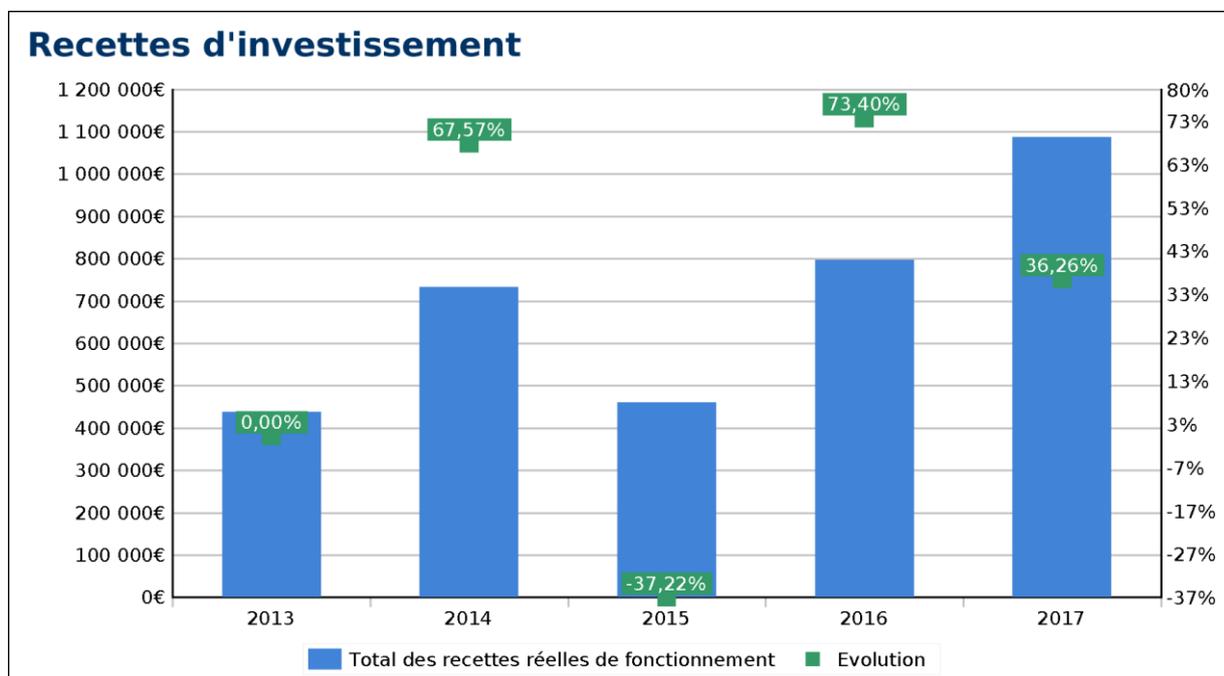
SOIT - 15 488 €

L'emprunt

	2016	2017
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449)	0	300 000
Evolution en %	0	0

Ce tableau montre l'évolution moyenne et l'évolution totale des recettes d'investissement entre 2013 et 2017. L'évolution totale est établie en fonction de la variation entre les montants de première et dernière année de rétrospective.

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Total des recettes réelles d'investissement	25,56 %	148,57 %
FCTVA (art 10222)	0,1 %	0,39 %
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	18,28 %	95,69 %
Autres subventions	0	0
Taxe d'urbanisme (d'aménagement)	51,09 %	421,07 %
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449)	0	0
Recettes diverses	-2,66 %	-10,23 %



7 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période 2013 - 2017. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2013	2014	2015	2016	2017
Sous-total dépenses d'équipement	1 424 947	1 776 203	918 332	1 433 023	1 375 357

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement.

	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne nette (a)	507 609	842 217	802 115	645 866	704 958
FCTVA (b)	146 903	105 967	197 429	292 478	147 477
Autres recettes (c)	29 972	71 419	199 786	144 307	129 954
Produit de cessions (d)	240 940	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	925 424	1 019 602	1 199 330	1 082 650	982 389
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	260 515	555 543	62 940	361 111	509 810
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	0	300 000
Financement total h = (e+f+g)	1 185 939	1 575 145	1 262 270	1 443 761	1 792 199

Résultat de l'exercice	-239 007	-308 835	343 938	10 739	403 479
------------------------	----------	----------	---------	--------	---------

Les résultats négatifs de 2013 et 2014 ont diminué le fonds de roulement, et ont servi à financer une partie de l'investissement de ces exercices. Les résultats positifs depuis 2015 ont permis de reconstituer le fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs. La commune, en alternant des budgets de niveau haut d'équipement et des budget plus modérés qui permettent de « faire des pauses », a évité de diminuer de manière trop importante son fonds de roulement et a gardé ainsi des marges de manœuvre sécurisantes pour les budgets prochains.

